

Les comptes rendus

Des hommes en colère : FMI et Banque mondiale en ligne de mire au Mozambique

D. SOGGE, ed., *Moçambique, perspectivas sobre a ajuda e o sector civil*, Oegstgeet (Pays Bas), GOM (Gemeenschappelijk Overleg Medefinanciering), 1997, 234 p., ISBN : 90-802625-01. Version anglaise : *Mozambique : Perspectives on Aid and the Civil Sector*, 1997, 224 p., ISBN : 90-802625-8-7 [GOM, PO Box 77, 2340-AB - Oegsteest, Pays-Bas].

Ni FMI, ni Banque mondiale, ni ONGs étrangères au Mozambique. Ces acteurs diaboliques qui dictent la voie du développement à ce pays ont déjà fait beaucoup de mal jusqu'ici ; il est temps pour les Mozambicains d'avoir le courage de dénoncer à haute voix ce qu'ils pensent tout bas, mais qu'ils n'osent ou ne peuvent pas dire : assez de diktats, assez de pression, assez de stabilisation, d'austérité, assez d'interférence de la communauté internationale dans les affaires internes du pays.

Qui tient de tels propos dans ce pays de politesse et de courtoisie ? D'où émane l'expression de ce ras-le-bol et de cette impatience ?

Dans un ouvrage collectif au titre et à l'apparence froide et technique, quelques hommes et femmes en colère laissent exploser leur indignation et leur révolte ; leur regret aussi de ne pas voir le mécontentement émerger plus vite et plus clairement des rangs de la société civile mozambicaine : J. Hanlon, tête de file de la contestation, ancien correspondant de la BBC et du *Guardian* au Mozambique entre 1979 et 1984, auteur de nombreux ouvrages sur l'Afrique du Sud et le Mozambique (*Mozambique : A Révolution under Fire*, 1984 ; *Mozambique : Who Calls the Shots ?* 1991 et *Paz sem beneficio : Como o FMI bloqueia a reconstrução de Moçambique*, 1996). Fidèle à l'idéal révolutionnaire et imperturbable dans ses analyses sur les causes des échecs de cette révolution mozambicaine ; plus acharné que jamais à embrasser les causes justes : récemment la dénonciation des évictions des paysans de leur terre au profit des entreprises étrangères ou de la nomenclatura locale (cf. *Supporting Peasants in their Fight to Defend their Land. A Study of Land Conflict and the New Land Law*, multigr., 44 p.). Y. Adam, historien mozambicain, se méfiant depuis toujours des intrusions étrangères (surtout celles venues de l'Ouest) sur le territoire mozambicain, convaincu depuis toujours qu'elles ne pouvaient répondre aux besoins du pays, se voit conforté dans ses prédictions. Il rejoint aujourd'hui le courant « novo » des intellectuels qui ne pardonnent pas au Frelimo sa ligne développementiste-technocratique-modernisante, qui a tant fait pour marginaliser les forces vives du pays depuis l'indépendance. Nous recommandons la lecture de son article : « Historiadores et ideólogos » in *Moçambique : 16 anos de Historiografia*, Maputo, Panel moçambicano, 1991. F. de Vietter, économiste, l'un des experts les plus crédibles sur la question du secteur informel au Mozambique (« *Uma maioria negligenciada* ») qu'il connaît de l'intérieur et dont il analyse, dans cet ouvrage, les médications aléatoires qui lui sont appliquées par les différents programmes d'aide. Enfin, D. Sogge, « écrivain et consultant indépendant », versé dans la pratique de l'aide internationale, celle des ONGs internationales en particulier.

Ces hommes sont en colère ; ils ont des raisons de l'être, et ce ne sont pas les dames du groupe - Terezinha da Silva et Tinie Van Eijs - qui leur donneront tort à partir des situations qu'elles connaissent et déplorent dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Oui, le Mozambique est dépendant ; oui, il est prisonnier de l'aide internationale et des conditions qui lui sont imposées pour en bénéficier ! Oui, l'État mozambicain est soumis au FMI qui lui dicte les conditions de gestion de son budget, qui freine les dépenses nécessaires à la reconstruction du pays - y compris celles qui lui sont fournies par les donateurs internationaux. Oui, la Banque mondiale « donne le la » dans une série de ministères-clés, où elle pilote les réformes sectorielles. Oui, l'État mozambicain souffre dans ses prérogatives et sa souveraineté puisque « *O dono de Moçambique è o FMI* » - tel est le titre de l'article de J. Hanlon.

Sans doute, la démonstration - sinon la dénonciation - était à faire, quoique les

politiques d'ajustement et leurs effets sont bien connus et documentés de par le monde, et que le Mozambique n'est qu'un pays parmi d'autres, où elles démontrent leur brutalité sociale et les limites de leur efficacité économique. Mais le propos des auteurs est aussi d'encourager une prise de parole élargie sur ces sujets, de mobiliser les esprits, de délier les langues dans une société engourdie par le conformisme politique et social.

Que signifie le retrait de l'État des secteurs médicaux et éducatifs, alors que, suite aux ravages de la guerre, la récupération des réseaux sanitaires et scolaires permettra seulement d'atteindre les niveaux de couverture des besoins de 1982 ? Comment rétablir ces secteurs, alors qu'ils ne recevaient respectivement (en 1994) que 9,3 % et 5,9 % du budget de l'État, tandis que le service de la dette en recevait 16,6 % ? La réforme de décentralisation va-t-elle permettre de relayer l'État au niveau local, de dégager de nouvelles sources de financement ? Va-t-elle encourager la création de nouveaux forums d'expression et provoquer la prise de responsabilité de la part des élus ? Les ONGs étrangères vont-elles parvenir à reconvertir leurs interventions : de l'urgence au développement et de la soumission de leurs partenaires locaux à l'essor des potentialités humaines et des capacités d'initiatives qui sommeillent en leur sein ? Questions innombrables, doutes infinis, tous nés de la dure expérience de la réalité. Encore faut-il les poser, les exposer... non seulement dans une perspective d'avenir, mais aussi dans la nécessité de repenser et de réviser le pourquoi et le comment des échecs du passé. En ce sens, une tentative digne d'intérêt est à poursuivre et à renouveler.

Avril 1998

Brigitte LACHARTRE